

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
69, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 9 fr. —

LA

## Démarche serbo-grecque

Les gouvernements serbe et grec ont remis la semaine passée à Washington une note collective relative aux bruits des propositions de paix faites par la Bulgarie aux Alliés et dont plusieurs journaux britanniques se sont fait l'écho. Dans cette note, la Serbie et la Grèce constatent d'abord qu'une paix éventuelle entre les Alliés et la Bulgarie, c'est surtout la paix entre la Serbie et la Grèce d'une part et la Bulgarie de l'autre, et que par conséquent c'est avec les gouvernements serbe et grec que la Bulgarie devrait traiter. Ceci d'autant plus si cette paix doit comporter une cession quelconque des territoires serbes ou grecs, comme le « Manchester Guardian » l'a généreusement suggéré l'autre jour. Cela se comprend de soi-même et la note serbo-grecque ne le rappelle qu'incidemment. La paix, soit générale, soit partielle, ne sera naturellement conclue qu'avec le libre consentement de tous les Alliés. Même s'il n'existait pas, ce pacte du 4 septembre 1914, liant les Alliés à une paix commune, la coalition alliée, d'après sa structure et son idéologie n'admet pas d'autre solution. De ce côté là, tout Serbe ou Grec peut dormir tranquillement.

Ce qui est plus important, c'est la seconde partie de la note où l'on explique le véritable caractère des tentatives de rapprochement bulgares. Que les deux gouvernements balkaniques se sont décidés à attirer publiquement l'attention des pays alliés sur les manœuvres bulgares, cela signifie manifestement que les diplomates alliés ne sont pas encore tout à fait guéris de ce qu'on a appelé si judicieusement le *mirage* bulgare. Malgré toutes les expériences antérieures, une partie de la diplomatie alliée persiste donc dans l'illusion de voir la Bulgarie non seulement se séparer de ses alliés actuels, mais de se tourner même contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ! La note serbo-grecque insiste avec raison sur la loyauté des Alliés et souligne le caractère fallacieux des éventuelles propositions bulgares. La Bulgarie travaille dans l'intérêt de l'Allemagne dont elle fait le jeu. L'Allemagne, affirme la note, désire d'ouvrir une discussion de paix partielle, dans l'espoir qu'elle se généralise. Elle pousse la Bulgarie en avant pour éviter les suspensions que sa demande propre éveillerait, mais en réalité c'est elle qui encouragerait les tentatives de Sofia de se mettre en communications avec les Alliés. Par une telle action, elle continue l'offensive pacifiste que l'empereur Charles a si brillamment inaugurée. N'ayant pu obtenir une victoire militaire, l'Allemagne essaie donc de s'assurer au moins un succès diplomatique. C'est dans ce but qu'elle utilise les Bulgares qui, de leur côté, ne demandent pas mieux, la duplicité étant le trait saillant de leur caractère national. On a monté ainsi une comédie que la note serbo-grecque s'applique à démasquer à temps.

Ceux d'entre les Alliés qui nourrissent l'espoir d'un revirement en Bulgarie oublient deux choses essentielles. D'abord, la politique austro-germanophile de la Bulgarie ne date pas d'hier ; elle est la politique traditionnelle du roi Ferdinand de Cobourg, qu'il a bien pu masquer pendant de longues années, mais qui n'en constitue pas moins l'œuvre principale à laquelle il avait consacré toutes ses capacités et toutes ses qualités intellectuelles et morales. Ensuite, on perd de vue l'idéologie et la mentalité de la société et du peuple bulgares. Toutes les tendances bulgares ne convergent que vers un seul but : secourir l'Autriche-Hongrie et empêcher ainsi l'union yougoslave. Les Bulgares

sont comme les Magyars. Ils n'aspirent pas tant à l'indépendance propre qu'à l'asservissement des autres. Les Magyars avaient réussi dans cette politique si bien qu'ils sont arrivés à ne plus croire à la vitalité d'un Etat purement magyar, composé uniquement de ressortissants de la race d'Arpad. Les Bulgares les suivent fidèlement dans cette mentalité étrange. Toute leur politique est basée sur la nécessité d'empêcher le développement de la Serbie et la réalisation de l'union nationale des Serbes, Croates et Slovènes. Les Bulgares ne sont pas de moindres ennemis des Yougoslaves que les Allemands ou les Magyars. Vouloir gagner les Bulgares pour les Alliés, c'est donc méconnaître totalement les aspirations élémentaires de ce peuple touranien. Ce n'est pas seulement matériellement, à cause de la surveillance allemande, qu'une paix avec la Bulgarie sur la base des idées de M. Wilson est impossible. Elle est surtout impossible du point de vue psychologique, les Bulgares ayant acquis la conviction que leur avenir ne peut être assuré que sur la ruine des peuples voisins. Leurs procédés ignobles en Serbie occupée le démontrent jusqu'à l'évidence. Que certains cercles alliés s'obstinent à l'ignorer, c'est un fait qui a motivé la démarche serbo-grecque à Washington, démarche nécessaire et qui ne manquera pas de produire un effet bienfaisant.

L. M.

Les légations royales de Serbie et de Grèce à Washington ont présenté au gouvernement des Etats-Unis la note collective suivante :

*Il ne faut pas perdre de vue, lorsqu'on parle d'une paix possible entre les Alliés et la Bulgarie, c'est surtout d'une paix entre la Bulgarie d'une part, la Grèce et la Serbie d'autre part, qu'il s'agit. C'est donc avec elles que la Bulgarie devrait traiter, car ce sont elles qui sont maîtres de leur territoire et en disposent. La Bulgarie sait quelle sera la réponse des légations grecques et serbes sur une pareille demande. Elle peut, peut-être, imaginer que les grands alliés de la Grèce et de la Serbie seraient disposés à faire pression sur ces derniers pour les amener à consentir des sacrifices territoriaux afin de contenter les ambitieux bulgares. Les grands alliés, qui ont garanti à la Serbie et à la Grèce leur intégrité territoriale et qui ont affirmé que leurs droits et leurs aspirations légitimes seront prises en considération lors du règlement final, feront comprendre à la Bulgarie que leur engagement n'est pas un vain mot. Le gouvernement bulgare, qui sait cela, ne travaille que dans l'intérêt de l'Allemagne dont il fait le jeu. Elle essaie d'ouvrir une discussion de paix partielle dans l'espoir qu'elle se généralise.*

*Par une propagande adroite, elle espère amener les peuples de l'Entente à accepter la paix qu'elle désire, afin d'éviter la catastrophe et essaie d'appliquer la politique qui a fait engorger la Russie, avec cette différence que, sachant que tout ce qui vient d'elle directement est marqué du sceau de la suspicion, l'Allemagne met en avant la Bulgarie pour tromper les Alliés. Ces intrigues ont déjà été employées sans succès par un souverain. Le même sort attend ces intrigues nouvelles. Nous espérons que le nouveau service que la Bulgarie essaie de rendre à l'Allemagne ou vira enfin les yeux aux amis que la première a pu conserver dans les pays alliés. De la victoire diplomatique, elle n'attend que l'accomplissement de ses vœux. La continuation de la défense des ambitieux Bulgares ne sert qu'à jeter le trouble dans l'opinion publique des nations alliées qui versent leur sang pour leur idéal commun.*

## La prise de Sarajevo en 1878 !

Le 19 août, la presse austro-hongroise, « Neue Freie Presse » en tête, célébrait le quarantième anniversaire de la prise de Sarajevo. Trente ans après, la population serbe de ces deux provinces, mais un glorieux souvenir, à ce qu'il paraît, dans l'histoire de l'Autriche-Hongrie. C'est au moins l'opinion d'un général autrichien, le baron Hartlieb, qui en parle dans la « Neue Freie Presse » du 20 août, glorifiant la « victoire » des armées austro-hongroises remportée sur la population trahie par l'Europe et livrée en esclavage à l'Empire des Habsbourg. Si l'on pense que cet anniversaire est le dernier que l'Autriche pourra fêter et que l'orgueilleuse Sarajevo avec toute la Bosnie-Herzégovine approche de sa déchéance définitive, on sera disposé à pardonner à la presse autrichienne et magyare l'évocation des batailles sanglantes par lesquelles le peuple de Bosnie-Herzégovine exprimait ses sentiments sur la « Kulturmission » de la Monarchie. Le congrès de la paix, en réparant les injustices commises dans le passé, rendra à la Bosnie-Herzégovine la liberté pour laquelle elle combat depuis si longtemps.

La question de la Bosnie-Herzégovine, tout en étant étroitement liée au problème général yougoslave, n'en forme pas moins, par rapport à l'Autriche-Hongrie, une question à part. On perd de vue communément un fait — cependant d'une importance capitale — c'est que, en droit, la Bosnie-Herzégovine ne fait pas partie de l'Empire austro-magyar. L'Autriche-Magyarie

gouverne de fait et non pas de droit ces deux provinces serbes qui s'étaient soulevées en 1875-1877 pour s'unir à la Serbie et non pas pour tomber dans l'esclavage autrichien. Le peuple de Bosnie n'a jamais reconnu l'occupation encore moins l'annexion. Si les grandes puissances ont consenti, en 1909, sous la menace allemande, à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ce consentement donné par contrainte, n'est pas valable. D'autre part l'annexion n'a pas été ratifiée ni en Autriche ni en Hongrie, par les parlements ce qui rend caduc aussi le consentement des puissances signataires du traité de Berlin. Ainsi la Bosnie-Herzégovine après quarante ans d'exploitation effrénée par l'occupatrice, sera rendue à elle-même et autorisée à s'unir à la Serbie. Le droit des peuples de disposer de leur sort, si brutalement refusé au peuple de Bosnie-Herzégovine en 1878, lui sera accordé en 1918 ou 19, n'importe, en tout premier lieu. Sa volonté, le peuple de Bosnie-Herzégovine l'a exprimée aussi clairement que l'Alsace-Lorraine l'a fait. Les Alliés n'ont qu'à donner la sanction à ce vœu qu'aucune ruse, aucune violence n'a réussi à étouffer. Et quant aux Autrichiens, nous ne serons pas assez méchants pour leur en vouloir de célébrer les glorieux exploits de leurs armées dans la lutte contre un peuple sans armes. Cette consolation, une fois chassés des pays yougoslaves, les Austro-Magyars doivent la conserver en tous cas !

## La politique continentale de l'Allemagne et le programme balkanique de l'Autriche-Hongrie

Dans « La Serbie » du 3 août, nous avons parlé des plans allemands relatifs à la future navigation sur le Danube ainsi que de la mainmise projetée par l'Allemagne sur les Balkans. Cette fois nous allons nous occuper d'une autre orientation économique des puissances centrales. La « Gazette de Francfort » du 27 juillet, dans une correspondance de Berlin, parle d'une assemblée des personnalités importantes, du monde industriel et de la haute finance, réunis en vue de la création d'un « Conseil économique allemand pour l'Europe Centrale ». Dans son programme ce Conseil comprendrait en premier lieu l'union douanière avec l'Autriche-Hongrie. Ce Conseil devrait, selon l'idée de ses fondateurs, s'occuper non seulement des rapports économiques de l'Autriche-Hongrie avec la Pologne, l'Ukraine et les autres Etats voisins de l'est, mais il aurait encore et surtout à examiner certaines questions particulières offrant un grand intérêt pour l'industrie allemande. Ainsi l'organisation des Etats nouvellement formés de la Russie de l'ouest et du sud, la reconstruction des régions dévastées nécessiteraient de nombreuses commandes où l'industrie allemande devrait participer. Cette participation doit lui être assurée dès à présent par les contrats passés avec les nouveaux Etats. Ceci pour éviter la concurrence des pays de l'Entente et des Etats-Unis qui ont la possibilité de se procurer des matières premières à meilleur marché.

Encore plus « vierges », disent les économistes allemands, sont les rapports des Centraux avec l'Ukraine, les provinces baltes et la Lithuanie. Dans cette dernière, l'œuvre de la reconstruction est la plus considérable. Mais ces pays sont surtout intéressants à cause de leurs ressources en matières premières. Aussi devrait-on arriver à un accord avec le gouvernement de l'Ukraine afin de mettre les produits de la Russie du sud à la portée de l'industrie allemande.

Le Conseil économique devrait encore servir d'intermédiaire dans toutes les circonstances possibles pour accaparer des commandes éventuelles dans ces pays et les répartir dans l'industrie. Parmi les tâches qui lui incombent, la première serait l'élaboration du tarif des chemins de fer de l'Europe centrale, tarif qui faciliterait l'exportation allemande à travers l'Autriche et la Pologne et protégerait le tran-

sit par les Balkans et l'Ukraine contre une « Tarifpolitik » défavorable de l'Autriche et de la Pologne. Du programme du Conseil économique pour l'Europe centrale fait partie également la construction des lignes ferroviaires, et des réseaux de la navigation fluviale. Cet accroissement de l'exportation vers l'est ne serait en aucun cas en opposition avec la tâche qui attend l'Allemagne après la guerre à l'ouest : le développement de son commerce d'outre-mer. Car l'exportation allemande vers l'est et le sud par rapport à celui de l'ouest était déjà avant la guerre dans la proportion de 32 contre 68 et cette proportion doit encore se modifier en faveur de l'est en raison des difficultés qui surviendront par suite de la destruction du système actuel du commerce allemand et de la concurrence américaine. Cet accroissement du commerce avec l'est sera, selon l'opinion des cercles allemands compétents, si grande, que grâce à elle l'Allemagne pourrait de nouveau acquiescer son ancienne puissance par laquelle elle pourrait enlacer l'univers. Mais c'est en se basant sur ses rapports économiques futurs avec l'est et le sud-est qu'il faut essayer de rétablir l'ancienne situation économique mondiale ; c'est aussi une des conditions essentielles pour le relèvement du change allemand. Mais le moyen pour arriver à ce but est la reconquête pacifique du monde. Pour la vie politico-économique de l'Allemagne, il sera indispensable d'élaborer les plans d'une politique continentale qui ayant comme point de départ la situation créée à l'est doit réunir les Etats d'Europe dans un commun effort de travail pacifique.

Tout ces faits témoignent suffisamment combien les Allemands sont préoccupés en ce moment de leur avenir économique. Ils rêvent le rétablissement des anciens rapports économiques, avec, en plus, l'extension de ces rapports à l'est, dans les pays nouvellement conquis, qu'ils considèrent déjà comme leurs colonies. Ils font des projets pour s'emparer des ressources de l'Europe centrale et orientale et accaparer à l'exclusion de tous les autres les commandes industrielles que ces pays pourraient faire à l'avenir. Et ils espèrent ainsi réunir dans un commun effort les autres nations ! On dirait qu'ils ont dévasté les pays et démolis les villes uniquement et expressément pour se créer après la guerre des entreprises lucratives nécessitées par la reconstruction de ces

## Le programme de M. Millerand

régions et s'assurer des commandes pour leur industrie. En un mot, ils ont agi comme s'ils étaient seuls au monde et maintenant lorsqu'ils croient avoir atteint leur but, ils invitent les autres Etats à reprendre leurs anciennes relations avec eux!

Leurs amis et alliés, Autrichiens et Magyars, manifestent une mentalité semblable lorsqu'il s'agit des rapports économiques qu'ils se proposent de renouer après la guerre. C'est ainsi que quelques jours seulement avant la réunion mentionnée plus haut des industriels allemands, a eu lieu à Budapest une assemblée des notabilités politiques et industrielles magyars où il fut question du « Balkanprogramm » ou mieux de la politique coloniale de la Monarchie.

Dans la réunion de la Société économique Hongroise pour la Bosnie et pour l'Orient, le ministre de l'Agriculture, M. J. Stzerenky, développa le programme de la politique économique de la Monarchie. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro. M. D. M.

### L'Amérique et la Bulgarie

M. Reiss, répondant au journal « Independent », de New-York, au sujet des rapports bulgares-américains, vient de publier dans la « Gazette de Lausanne » les lignes suivantes :

« Le compliment que l'auteur de l'article croit faire au consul général Murphy en le désignant comme « persona grata » auprès du gouvernement de Sofia est plutôt singulier. Comment, le représentant des Etats-Unis, alliés de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de la Serbie qui déplorent tous les jours des morts, tués souvent d'une façon barbare par les Tourniens slavisés, les alliés de l'héroïque Serbie anéantie par les Bulgares est « persona grata » à Sofia? L'écrivain de cette énormité ne sent-il pas l'injure qu'il fait à cet homme? Et les vingt-cinq missionnaires, professeurs, etc., sont-ils véritablement une raison suffisante pour faire bande à part? Le but de tous les Alliés de l'Entente n'est-il pas le même pour tous? Certainement, lorsque les hommes de Washington à la grande joie de tous ceux qui aiment le droit et la liberté, ont déclaré la guerre à l'Allemagne, il y avait dans ce pays plus de vingt-cinq citoyens américains qui n'avaient pas de plaintes à présenter contre les Allemands. Et pourtant ils ont déclaré la guerre et ont bien fait.

Enfin, l'article en question se termine en s'apitoyant sur les pauvres soldats bulgares, fatigués et exposés au climat infernal de la Macédoine. Ces pauvres Bulgares, qui voudraient bien rompre avec leurs alliés, mais ne le peuvent pas, et qu'il serait difficile de « compter même nominalement parmi les ennemis de l'Entente! » L'auteur, en écrivant ces lignes, a-t-il pensé aux victimes de ces Bulgares? A-t-il pensé aux milliers d'hommes, de femmes et d'enfants serbes et grecs massacrés, aux déportés sans nombre qui meurent dans les plaines marécageuses de la Bulgarie ou en Asie-Mineure, aux prisonniers de guerre serbes, français, grecs qui se suicident parce qu'ils ne peuvent supporter leurs souffrances, aux maux sans nom des contrées serbes et grecques occupées par les sujets de Ferdinand? Nous ne le croyons pas, car sans cela il n'aurait pas eu le courage d'écrire l'article que nous venons d'analyser. L'Amérique est entrée en guerre pour collaborer à une œuvre hautement idéale: la victoire du droit et de la liberté sur la force brutale. Il n'est pas possible qu'elle traite en privilégiée la Bulgarie. »

M. A. Millerand a publié dans la « Revue des Deux Mondes » du 1<sup>er</sup> août, un article remarquable sur la guerre et la paix, à la veille de la cinquième année. Il y dit notamment :

« Question capitale en effet qui doit toujours être présente à nos esprits, que celle de l'origine de la guerre. S'il est exact, comme il l'est, qu'un gouvernement et un peuple aient déchainé sur le monde le fléau dont il est dévoré, qui doutera que la paix ne peut être réellement établie que le jour où ce peuple et ce gouvernement criminels auront été mis dans l'impuissance de renouveler leur forfait.

« Ainsi la connaissance des origines de la guerre dicte sa conclusion nécessaire ». Après avoir établi ainsi son point de départ, M. Millerand continue :

« Depuis quatre ans, on a souvent, et d'autant plus souvent qu'on s'éloignait davantage du début des hostilités, posé ce point d'interrogation : quels sont nos buts de guerre? Rectifions avant tout une terminologie impropre. Que l'Allemagne qui a voulu et déclaré la guerre, se propose des buts de guerre, d'accord. L'Entente qui l'a subie, ne connaît que des conditions de paix. — Quelles sont donc les conditions de paix qu'elle serait disposée à accepter?

« L'Allemagne, poursuit M. Millerand, a montré avec éclat, par deux fois, coup sur coup, ce qu'elle cache sous le nom de paix. La paix de Brest-Litovsk en premier lieu. Et la paix de Bucarest a, j'imagine, achevé de convaincre ceux que l'expérience précédente n'aurait pas encore éclairés.

« En présence de tels actes, qu'elle imagination serait assez folle pour rêver que le militarisme prussien ait pu jamais concevoir la pensée de se condamner lui-même, de se suicider, en offrant à la France la restitution de l'Alsace-Lorraine, symbole vivant de sa puissance? Il est d'ailleurs d'autres Alsaces-Lorraines. Quand l'Italie est entrée en guerre, n'est-ce pas dans l'espoir de libérer les terres irrédentes? Le jour où la Roumanie a pris la résolution de se joindre à l'Entente, ne se proposait-elle de délivrer du joug hongrois pour les réunir à elle ses frères de Transylvanie? L'Entente ne l'ignorait pas. La force et l'honneur de notre cause, ce qui en assure le triomphe, c'est que notre salut est lié au salut, à la libération des nationalités opprimées.

« La conséquence la plus heureuse sans doute du retentissant incident Czernin aura été de dissiper l'illusion autrichienne. Des politiques subtils, autant que bien intentionnés, nourrissaient l'espoir de se faire

une alliée de l'Autriche délivrée, grâce à nous, du pesant joug de l'Allemagne. Ils ne mettaient pas en doute que le jeune empereur ne subit avec impatience le rôle qui, pour « brillant » qu'il soit, ne laisse pas d'être humiliant, d'éternel second. A supposer exacte l'analyse psychologique des sentiments prêtés à l'impérial et éventuel interlocuteur, restait à mettre sur pied la solution destinée à établir l'accord entre l'Entente et lui. Se figurait-on bonnement qu'en même temps qu'il offrirait à la France l'Alsace-Lorraine qu'il ne détenait pas, il était prêt à amputer son empire de Trente et Trieste en faveur de l'Italie et à abandonner à la Roumanie les parties qu'elle réclame? Y eût-il été par impossible disposé, comment l'aurait-il pu? L'explosion de l'affaire Czernin a fait évanouir ces imaginations dont le moindre inconvénient n'était pas de nous détourner de la seule politique réaliste, loyale et susceptible d'aboutir.

« Pour combattre l'Allemagne, on s'est enfin résolu à faire appel sans ambages aux éléments anti-allemands. Aux Tchèques, aux Tchéco-Slovaques qui réclament l'accès à une vie nationale et libre, l'Entente s'est décidée à répondre publiquement qu'elle faisait siennes leurs revendications. De même pour la Pologne. Ainsi s'éclaircit et se coordonnent les conditions de paix acceptables par l'Entente. Elles s'opposent par une suite naturelle et logique aux dessins ennemis.

« Six mots résument les conditions de paix acceptables par l'Entente : « *Il faut détruire le militarisme prussien* ».

« Que ce soit jusqu'à la fin de la guerre notre unique pensée, notre immuable mot d'ordre!

« Rendre l'Alsace-Lorraine à la France ; réunir à l'Italie les terres irrédentes, à la Roumanie ses fils gémissant sous la domination hongroise ; appeler à l'indépendance les Tchèques, les Tchéco-Slovaques ; restaurer, avec les réparations qui lui sont dues, la glorieuse et infortunée Belgique ; relever la Serbie ; reconstituer la Pologne écartelée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, qu'est-ce donc sinon détruire le militarisme prussien? »

Un oubli regrettable nous empêche cependant d'applaudir des deux mains à cet article de M. Millerand, oubli involontaire, il faut l'espérer. Comment peut-on parler de l'affranchissement des peuples d'Autriche-Hongrie, et oublier les Yougoslaves? D'autre part les Tchèques et les Polonais ne pourront obtenir une véritable indépen-

dance qu'à la condition d'une liquidation totale de l'Autriche-Hongrie ce qui suppose la délivrance des Yougoslaves et leur union avec la Serbie dans un Etat yougoslave indépendant. Au moment où les représentants attirés des Yougoslaves, Polonais, et Tchéco-Slovaques proclamaient à Ljubjana leur solidarité et l'indissolubilité de leurs questions nationales, les paroles peu claires de M. Millerand ne manqueront pas de provoquer une certaine déception. Il est à souhaiter que l'éminent homme politique français ne tarde pas à compléter sa pensée si juste et si persuasive précisément par rapport au problème d'Autriche-Hongrie, et à rendre aux Yougoslaves ce qui leur est dû.

### La Belgique et la Serbie

Le grand journal d'Amsterdam, l'« Echo Belge » ayant évoqué dans son numéro du 10 juillet l'œuvre de M. Léon Savadjian, afin de démontrer le caractère monstrueux de la politique bulgare, notre éminent collaborateur vient de lui adresser une lettre dont voici les passages principaux :

« Vous avez bien voulu évoquer dans votre numéro du 10 juillet mon œuvre et ma pensée relatives au véritable caractère de la participation bulgare dans la guerre actuelle. L'hommage que vous me rendez m'est doublement plus cher, votre journal étant le défenseur ardent d'une cause si grande et si juste qu'est la cause belge. Je suis confus, Monsieur, pour ma personne, mais fier pour mon œuvre qui cherche à dessiner les grands principes de droit et de justice sur lesquels doit être basée la paix des Balkans.

« La Belgique et la Serbie ont un sort identique. Ces deux nations de grande âme qui ne demandaient qu'à vivre dans la paix, adonnées à leur juste préoccupation de libre développement économique et culturelle furent attaquées ignominieusement par les Prussiens de Berlin, de Vienne et de Sofia. Après une résistance héroïque, remplie de courage et d'abnégation, toutes deux furent enfin terrassées, toutes deux subissent aujourd'hui le joug implacable d'un ennemi féroce pour avoir voulu défendre leur honneur et leur indépendance.

« Je connais, Monsieur le Rédacteur, le régime instauré par les Allemands en Belgique occupée, vous connaissez celui dont le peuple serbe est la victime innocente. Si j'ai pris la défense de la cause serbe et partant, la cause générale des Alliés, c'est que j'avais le devoir impérieux en tant qu'homme libre et publiciste impartial, de prendre, pendant la tourmente générale, la défense de la cause du droit et de la justice. La Serbie, comme la Belgique, n'a pas voulu la guerre. En 1914, lorsqu'un ultimatum insolent lui fut adressé par l'Autriche, elle alla jusqu'au sacrifice afin d'éviter la guerre qui devait fatalement tourner en conflagration générale. En 1915, lorsque les Bulgares se rangèrent aux côtés de la Prusse, elle fit tout son possible pour épargner aux Balkans le spectacle effrayant de la guerre, cédant à la Bulgarie les territoires les plus essentiellement serbes. On ne voulut pas l'entendre. Les Autrichiens et les Bulgares

### FEUILLETON

## Le régime de la navigation sur le Danube

### LE RAPPORT

à la Conférence internationale parlementaire du commerce

PAR

Drago Yoksimovitch, député serbe

(Suite.)

Le règlement régissant le passage du canal et la perception des taxes a été fait par la Hongrie seule, sans aucune participation ni consentement des autres Etats. La Hongrie s'est réservé le droit de modifier le règlement de navigation et les tarifs à son propre gré et d'augmenter les taxes comme bon lui semblerait. D'après ce règlement tout bateau appartenant à n'importe quel Etat était obligé de prendre le pilote hongrois. Les autorités hongroises à Orhava se réservaient le droit de visite et du contrôle sur les bateaux traversant le canal. De cette manière, le secret des opérations commerciales ne pouvait être sauvegardé. Les autorités hongroises pouvaient également dresser des contraventions et prononcer des peines, même contre les sujets étrangers; elles accueilleraient les plaintes et étaient autorisées à statuer sur tous les cas de jurisprudence qui se présentaient. Il était même prévu que la langue hongroise était obligatoire. Quiconque connaît la

mentalité et le chauvinisme hongrois ne sera pas surpris des chicanes et difficultés auxquelles furent en butte les citoyens des autres pays.

Il existe, d'après les auteurs roumains, des ordres secrets concernant les bateaux que les autorités hongroises trouveraient suspects au point de vue politique. Nous autres Serbes nous n'avons aucune raison de mettre en doute les affirmations roumaines à ce sujet, ayant fréquemment l'occasion d'en vérifier l'exactitude par nos propres expériences.

L'Autriche-Hongrie n'a-t-elle pas défendu l'entrée des produits serbes sur son territoire sous prétexte d'épithémie chaque fois que l'orientation politique de la Serbie ne lui plaisait pas?

La Hongrie ne peut invoquer aucune clause des traités internationaux qui l'autoriserait à imposer à son gré des règlements obligatoires pour les citoyens des autres pays. Elle a été seulement chargée de prélever provisoirement des taxes, mais cet état provisoire fut abusivement prolongé par elle pendant vingt ans sans qu'elle ait une seule fois soumis à l'Europe les comptes qui auraient permis de régulariser la situation et sans qu'aucune commission internationale ait jamais examiné les travaux techniques exécutés aux Portes de Fer et leur coût.

Le Danube inférieur, qui est sous l'administration de la Commission Européenne, commence à Braïla et va jusqu'à l'embouchure du fleuve dans la Mer Noire. Il est ouvert à la navigation de tous les bateaux, y compris les bateaux maritimes, aux mêmes conditions, moyennant le paiement d'une taxe modérée.

Cependant le bras danubien de Kilya, étant placé sous la pleine domination de la Russie, est resté en dehors de la compétence de la Commission Européenne.

L'Autriche s'est appropriée toutes les îles sur le Danube, même celles qui d'après le thalvegue ne pouvaient pas lui appartenir.

Cet état de choses s'est maintenu jusqu'à la guerre actuelle, aussi longtemps que l'Autriche a eu en Russie un concurrent sérieux et que l'Europe occidentale par sa présence dans la Commission Européenne était en mesure de protéger les intérêts des petits peuples balkaniques contre l'égoïsme autrichien, qui ne connaît pas de limites.

Le traité de paix dernièrement signé entre l'Autriche et la Roumanie démontre d'une manière éloquent que quel régime l'Autriche-Hongrie voudrait établir sur le Danube après la guerre. D'après ce traité l'Autriche a conservé tous les droits exclusifs qu'elle s'était auparavant attribués et qui ont été l'objet de nombreuses plaintes et la cause des discordes continuées dans les Congrès Internationaux. Par dessus le marché elle a acquis de nouvelles concessions, les puissances de l'Entente sont complètement exclues de la Commission Européenne. La Russie a perdu ses droits sur le bras de Kilya. L'Autriche et l'Allemagne se sont abrogé le droit d'avoir sur le Danube une flotte de guerre. L'Autriche même avant ce traité et bien que n'y étant pas autorisé par aucun texte international disposait déjà d'une flotte danubienne. Dès 1899 elle avait lancé dans le Danube contrairement aux conventions internationales de nombreux monitors qui appa-

voulaient du sang et des conquêtes, l'écrasement de la nation serbe comme les Allemands voulaient en 1914 l'écrasement de la noble patrie belge, l'écrasement de la France glorieuse et immortelle.

« Mais le monde civilisé, la France en tête, est debout. Le martyr serbe et le martyr belge n'auront pas été vains. Sur

les cendres des villes incendiées, sur les ossements des innocentes victimes, demain, passera le char de la liberté. La Belgique et la Serbie auront écrit les plus belles pages de l'histoire des peuples. »

Léon SAVADJIAN,

Directeur de l'Agence Balkanique.

## A propos des « Annales des Nationalités »

Nous avons parlé déjà du centre bulgare de Lausanne qui travaille avec M. Jean Gabrys et ses « Annales des nationalités » et qui est appuyé indirectement par un Français, M. Charles Rivet. Deux informations intéressantes concernant M. Rivet et ses rapports avec les « Annales » ont été publiées par le « Genevois ». Nous tenons à les reproduire. Dans le numéro du 21 août le « Genevois » publiait la correspondance suivante :

« Nous sommes surpris de lire dans le dernier numéro de la revue : « Les Annales des nationalités », un article de M. Ischirkoff, Bulgare, intitulé : « Le dernier mot bulgare », dans lequel est injustement pris à partie M. le Dr N. P. Comnène, le courageux auteur du récent et remarquable ouvrage : « La Dobrogea ». Le ton injurieux et discourtois de cet article, les assertions calomnieuses et perfides, les insinuations indélicates, les accusations dénuées de tout fondement que M. Ischirkoff adresse à M. Comnène sont, à notre sens, peu dignes de la sérénité scientifique et de la bonne tenue d'une revue sérieuse. Il est inexact que M. Comnène ait falsifié des chiffres de statistique ; on pourrait, sur ce point tout notamment, relever le gant en défaveur des Bulgares. En outre, M. Ischirkoff pense induire facilement le lecteur en erreur en attribuant à l'éminent historien M. Alexandre de Stroudza exactement le contraire de ce que cet écrivain si connu a maintes fois soutenu dans tous ses ouvrages, c'est-à-dire : l'absolue différence de race du Roumain et du Bulgare, l'autochtonie du Roumain dans les Carpathes et sur le Danube, l'hétérogénéité du Bulgare venu en intrus et en envahisseur, le caractère absolument roumain de la Dobrogea à tous les points de vue, etc.

Nous avons vérifié nous-mêmes les textes de M. de Stroudza et nous pouvons affirmer qu'il est parfaitement d'accord avec M. Comnène et absolument contraire à la thèse bulgare.

Enfin, nous devons constater à regret que ladite revue donne le dernier mot au Bulgare qui a tort contre le Roumain qui a raison et que depuis plusieurs mois ladite revue « Les Annales des nationalités » n'est remplie que d'articles et d'annonces en faveur des Bulgares et de leurs faits et gestes.

Nous sommes sûrs que la bonne foi de M. Rivet, rédacteur en chef a été surprise.

Caveant consules!

Un citoyen genevois.

A cette lettre M. Charles Rivet a donné la réponse suivante, publiée dans le « Genevois » du 24 août :

« Laissez-moi répondre à une note impulsive parue dans votre estimé journal et qui me met en cause.

J'ai accepté la rédaction en chef des « Annales des Nationalités », guidé par

des motifs auxquels je ne crois pas devoir donner la publicité d'un journal. Je ne peux pas même les exposer à l'auteur du plaidoyer pour M. Comnène, attendu que je suis à ignorer l'identité de celui qui se cache si prudemment sous la signature pour le moins inattendu de : « Un citoyen genevois ».

Qu'il lui suffise donc de savoir que je n'ai aucun droit sur les annonces de la « Revue » et ne puis, par conséquent, en assumer la responsabilité; qu'en second lieu les « Annales » ont publié suffisamment d'articles, de réponses de M. Comnène pour que leur directeur et propriétaire ait cru pouvoir insérer une réponse bulgare dans un des numéros publiés pendant une de mes absences de Genève; que cette réponse est d'ailleurs précédée de la remarque suivante :

« Fidèles aux principes de cette maison, nous avons sur la question de la Dobroudja successivement donné la parole à tous les intéressés qui ont bien voulu la prendre. La question nous semble maintenant suffisamment éclaircie, aussi clôturons-nous la discussion, etc... »

Bien mieux, fatigué, moi-même de ces querelles locales, d'esprit si étroit, alors que tant de grandes questions doivent ou vont se solutionner dans un esprit européen, j'ai écrit un article dans le numéro actuellement sous presse où je mets un point final à des débats stériles auxquels manquent l'élément principal : un désir de conciliation.

Dans un ordre plus général, je maintiens, dans les limites de mon pouvoir, l'organe auquel j'ai accordé ma collaboration, dans des idées nettement et ouvertement favorables à ma patrie et à ses alliés. Ce fut là mon rôle et mon but aux « Annales ». Le « citoyen genevois » si chatouilleux pour les questions balkaniques, aurait pu s'en apercevoir.

Charles Rivet.

La rédaction du « Genevois » a fait suivre la lettre de M. Rivet de la remarque suivante :

« Notre excellent confrère, M. Ch. Rivet, n'a été l'objet d'aucun semblant de reproche dans nos colonnes. Le fait même que notre rédacteur en chef a donné, il y a quelque temps, un article à sa revue sur « La paix de Bucarest », article entièrement favorable à la Roumanie et inséré sans la moindre coupure, suffit à l'assurer des sentiments du « Genevois » et à répondre de sa propre impartialité. (Mais le jeu bulgare a été si odieux au cours de cette guerre, et les Alliés ont été si aisément roulés — qu'on nous laisse passer le mot — par le Cabinet de Sofia, qu'il est compréhensible qu'un de nos amis (et des meilleurs et des plus francs entente-philles) marque quelque étonnement que la Bulgarie puisse encore avoir une presse disposée à entendre ses hypocrites plaidoyers — même en Suisse.

Nous acceptons, dans l'esprit confrater-

nel le plus amical, la mise au point de M. Ch. Rivet, mais nous protestons qu'on puisse insinuer quoi que ce soit contre notre correspondant qui a signé : « un citoyen genevois » et qui, en effet, a tous les droits, par son nom, par son activité publique, de reprendre la qualification dont aimait se parer Jean-Jacques Rousseau. »

En publiant ces lettres, nous voulons constater d'abord que la rédaction des « Annales » a reproduit récemment un article de « La Serbie » sans indiquer la source, voulant évidemment montrer qu'elle laisse la parole aussi aux Serbes. Mais les Serbes n'ont nullement envie de travailler à une revue qui expose les théories bulgares, et nous protestons contre l'emploi abusif de nos articles. Quant à M. Charles Rivet, sa déclaration dans le « Genevois » nous stupéfie. Il demande d'introduire dans la discussion comme élément principal la réconciliation! Au moment où les Bulgares s'appliquent à exterminer les Serbes, le conseil de M. Rivet est d'abandonner notre point de vue « étroit » et de chercher des solutions dans un esprit « européen », nous paraît tellement extraordinaire que nous avons peine à le comprendre. On voit que l'atmosphère de la villa « Messidor » à Lausanne influe défavorablement sur les idées générales de M. Rivet. Un changement d'air serait ici tout indiqué.

R.

## La politique nationale bulgare

Les Bulgares font publier, depuis l'occupation, à Nich, un journal bulgare intitulé « Le Moravski Glas », dont le programme consiste simplement à transformer la population serbe en population bulgare. Il est vrai que ce travail est un peu dur et les Bulgares ne peuvent pas se vanter d'avoir obtenu de grands résultats. Après avoir commencé avec l'épuration de tous les éléments qui ne paraissent pas disposés à se plier aux exigences de l'envahisseur, les Bulgares se sont mis à appliquer aussi les moyens « culturels » pour gagner la population à la cause bulgare. Ces moyens se révélèrent cependant inefficaces et (qui sait si les autorités bulgares ne se décideront pas à recommencer les massacres, les internements et les déportations, « pour préserver, comme M. Micheff s'est exprimé si élégamment dans son dernier livre « la population serbe des tentations de résister aux Bulgares ». Le « Moravski Glas » a fourni ces derniers temps quelques indications intéressantes sur les méthodes bulgares appliquées à la population serbe. Dans son numéro du 26 juillet, il écrit : « Pourquoi les Serbes et les Genevois protestent-ils? Est-ce parce que nous tâchons de mettre la vie de la population dans la région de la Morava en accord avec le bulgarisme? Est-ce parce que nous avons ouvert les écoles bulgares et introduit partout la langue bulgare? Mais c'est simplement ridicule. Nous serions indignes des sacrifices faits pendant la guerre si nous ignorions notre devoir le plus sacré d'imposer et d'introduire dans la région de Morava toutes les institutions qui existent dans la métropole bulgare. Nous pratiquons une politique nationale et nous devons la

mettre en accord avec les succès militaires obtenus. »

Dans le même journal bulgare, du 8 juillet dernier, le commandant militaire de la Serbie occupée, le général Néressoff, en quittant ses fonctions, a lancé à la population un ordre où il disait ceci : « De même que tous les fonctionnaires et les militaires de tous les grades m'ont aidé dans mes fonctions, j'espère que le nouveau gouverneur militaire, le général Guécheff, pourra compter avec l'appui sincère de tous dans sa tâche principale de gagner définitivement la population de la Morava à la cause bulgare. »

Il semble cependant, comme nous l'avons fait remarquer ci-dessus, que les résultats obtenus par les autorités bulgares dans leur œuvre de dénationalisation ne soient pas trop satisfaisants. On peut en juger d'après un arrêt du commandement militaire en Serbie occupée, publié dans le numéro du 27 juillet dernier du « Moravski Glas » et disant que jusqu'à nouvel avis les internés serbes originaires de la région de Morava et se trouvant en Bulgarie ne pourront plus obtenir de congé pour aller voir les leurs en Serbie. Ce congé c'était le moyen de pression pour obliger des Serbes à se dire Bulgares. En le supprimant, même provisoirement, les Bulgares reconnaissent la faillite de leur politique ridicule qui consiste à vouloir faire passer des Serbes pour Bulgares.

## Le manifeste de paix du tsar Nicolas II

— Le 24 août 1898 —

La mort tragique du tsar Nicolas II, nous a rappelé la semaine passée, le vingtième anniversaire de son manifeste de paix. Guidé par des sentiments d'une humanité supérieure, l'empereur russe conviait toutes les puissances, grandes et petites, à se réunir à une conférence de paix qui rechercherait, par une entente libre, les meilleurs moyens de mettre terme aux armements et d'assurer ainsi la paix au monde. Prophétie extraordinaire, le tsar disait dans son manifeste que la méthode qui consistait à maintenir la paix par les armements incessants conduirait un jour inévitablement au conflit et il proposait l'institution de l'arbitrage obligatoire.

On sait ce qui est arrivé à La Haye. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont refusé d'accepter le principe d'arbitrage obligatoire et la pensée généreuse du tsar Nicolas n'a pas eu de résultats pratiques. En 1914, invitées par la Serbie et la Russie à soumettre le différend à l'arbitrage, les deux puissances germaniques refusèrent net. Et les Allemands ont encore aujourd'hui le courage de représenter le tsar Nicolas comme belliqueux et le kaiser Guillaume comme — pacifiste !

raissaient sous les murs de Belgrade chaque fois qu'elle se proposait d'exercer une pression politique sur la Serbie. Désormais les bateaux de guerre autrichiens pourraient naviguer librement sur le Danube en vertu d'un traité.

On peut affirmer sans exagération, Messieurs, que par la volonté de la monarchie austro-hongroise, qui à travers les siècles a pesé tout le poids de ses intérêts sur les Balkans, la question du Danube a toujours été écartée de propos délibéré sans avoir jamais été solutionnée d'une façon équitable.

Bien que le Danube soit le plus grand fleuve de l'Europe, la réglementation de sa navigation a été envisagée pour la première fois seulement un demi-siècle après celle du Rhin. L'Autriche-Hongrie a toujours réussi à empêcher les relations des petits pays balkaniques avec l'Occident par le Danube, mais quand cette question était soumise à l'arbitrage de l'Europe l'Autriche est toujours parvenue à faire résoudre les conflits à son profit.

Messieurs, le moment est venu de consacrer l'attention la plus complète à la solution de la question du Danube, dont l'importance internationale est énorme. De tous temps le Danube a joué un des principaux rôles au point de vue stratégique, économique et politique. L'Autriche l'a bien compris et a préparé méthodiquement la réalisation de ses visées. C'est pourquoi elle a tout fait au cours du siècle passé pour avoir la prépondérance sur le Danube. Je ne citerai que quelques exemples. Poussée par le vif désir de conquérir économiquement les Balkans, l'Autriche-Hongrie comme l'avantgarde de l'Allemagne dans

son « Drang nach Osten » a d'une part aidé par des subventions particulières sa société de navigation danubienne et d'autre part accumulé des obstacles pour empêcher d'abord la fondation, ensuite le fonctionnement de toutes les sociétés de navigation des autres Etats riverains. Elle était forcée d'agir ainsi, car depuis que ces sociétés sont formées, le prix du tonnage a baissé considérablement par suite de la concurrence. Juste, sur la rive serbe le prix du tonnage a été réduit à un cinquième de ce qu'il était lorsque la société autrichienne en assurait seule le service.

(A suivre.)

## Des mœurs bulgares

Le « Matin » du 6 août publie le fait suivant :

« On signalait ici dernièrement les mœurs singulières des hauts fonctionnaires bulgares. N'est-ce pas le cas de rappeler une anecdote qui tendrait à prouver que de pareilles mœurs sont, en quelque sorte, une tradition nationale ?

Il y a quelques années, un Français, de passage à Sofia, s'était rendu à une réception du prince Ferdinand. Ayant, au cours de la soirée, lié conversation avec un personnage chamarré de décorations, et d'ailleurs fort aimable, il ne fut pas peu surpris de constater, quand celui-ci l'eut quitté, que sa montre avait disparu.

Il se mit aussitôt en quête du préfet de police, à qui il conta sa mésaventure.

— Peuvez-vous m'indiquer la personne que vous soupçonnez? dit le préfet.

Le Français désigna l'homme aux décorations.

— Diantre! fit l'autre. C'est le ministre de la justice.  
— Peu m'importe! Je veux ma montre, sinon je ferai un esclandre; je dirai tout au prince.  
— Attendez toujours; je vais essayer de vous la faire retrouver. Au bout de quelques instants, le préfet revint et remit discrètement la montre au Français.  
— Il n'a pas fait trop de difficultés? demanda celui-ci.  
Et le préfet de répondre, le plus simplement du monde :  
— Il ne s'en est pas aperçu.

Dans le « Matin » du 12 août, M. Louis Forest raconte l'anecdote suivante :

Certains observatoires possèdent des sismographes, appareils qui relèvent les tremblements de terre à des milliers de kilomètres de distance. On ne connaît pas de sismographe pour la politique étrangère. Il est cependant possible de remplacer cet outil par quelques remarques-types révélant à grande distance les phénomènes internes qui échappent souvent à l'observation directe.

Ainsi, lorsque les événements arrivent à un grand tournant de l'histoire, on entend reparler du Bulgare qui essaye par en-dessous de faire un travail de taupe. L'heure est donc venue de se rappeler ce qu'est le Bulgare. Une petite histoire bien connue en Orient doit nous servir de directive.

« Un jour le bon Dieu dit au Bulgare : Je vais faire quelque chose pour toi. Demande-moi ce que tu veux. Tu l'auras. Mais je pose une condition : ton voisin recevra le double. » Sans prendre même le temps de réfléchir le Bulgare répondit : « Arrache-moi un œil... »

Cette petite histoire vaut un volume de considérations politiques.

## QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

# La lutte pour le marché des Balkans — Le Danube allemand —

Les satellites de l'Allemagne font des efforts désespérés pour s'approprier les procédés d'expansion économique de leurs maîtres et s'initient dans l'art de pénétration économique forcée avec plus ou moins de succès. Depuis l'occupation de la Serbie et l'établissement de l'ordre, la double monarchie s'est évertuée constamment à attirer le commerce serbe, ou plutôt les restes de ce commerce dans sa sphère d'influence. Après avoir mis la main sur toutes les branches de production, occupé les mines, exploité d'énormes surfaces de forêts, s'être assuré une énorme partie de la production agricole, la double monarchie veut imposer sa camelote et ses déchets d'objets fabriqués à la Serbie. Dans ce but, le commandement militaire a souvent choisi des commerçants du pays occupé et les a envoyés par groupes et sous bonne escorte à Budapest et à Vienne pour effectuer des achats. Sous l'œil du conquérant les acheteurs ont pu acquérir des articles à des prix exorbitants et souvent les prix déjà très élevés ont été encore augmentés après et malgré les marchés déjà conclus. C'est pourquoi l'année passée, un journal magyar reproduisant les doléances des commerçants serbes, a vivement pris à partie la façon étrange dont les vendeurs magyars croient conquérir le marché serbe.

Ayant le monopole commercial, le commerce austro-magyar a pu s'installer sur le marché serbe d'autant plus que les affaires ont été grandement facilitées par l'aide efficace prêtée par le commandement militaire.

Cependant le commerce austro-magyar, conscient que toute violence dans le domaine commercial ne peut que lui nuire, s'efforce de donner actuellement à sa pénétration une forme pacifique et bienveillante. Cette attitude paraît d'autant plus nécessaire que la résolution des Alliés est plus catégorique en ce qui concerne l'emploi de l'arme économique dans les rapports commerciaux futurs. Aussi cette année le commerce austro-magyar fait tout pour se faire aimer par les vaincus et en conséquence s'assure le marché tant désiré de la Serbie et des Balkans.

A l'instar de la Foire de Leipzig, une Foire d'Orient vient d'être ouverte le 15 août à Budapest, à laquelle, suivant les journaux magyars, un grand nombre de commerçants balkaniques prendront part. Ils annoncent l'arrivée de 175 commerçants bulgares de Tulcea, 250 de Sofia, 380 de Serbie, d'Albanie, du Monténégro, de Skoplje et de Nieh. Les commerçants turcs ont également promis leur participation. A la Foire seront exposés tous les articles que l'industrie hongroise produit et peut exporter. Des facilités spéciales seront données pour l'exportation même de tous les articles dont l'exportation est plus ou moins prohibée. Cette Foire de Budapest alarma les Viennois. Ils se sentirent lésés dans leurs intérêts et voulant devancer les Budapestois, ils fixaient l'ouverture de la Foire de Vienne au 14 août. Le commandement suprême de l'armée intervint même en faveur des Viennois et l'ordre fut donné au commandement militaire de Belgrade de diriger immédiatement sur Vienne les visiteurs serbes. Ce n'est qu'après la visite de la Foire de Vienne que les acheteurs serbes pourraient se rendre à Budapest pour admirer et s'attacher à la production hongroise. Mais les Magyars vinrent à la rescousse et Wekerlé lui-même obtint que les hôtes des Balkans fussent envoyés d'abord à Budapest.

Cette petite divergence entre amis prouve excellemment quelle importance les Impériaux attachent au marché des Balkans. Si toutefois ils réussissent à attirer les Bulgares, ils pourront se féliciter des succès obtenus. Quant aux commerçants serbes, qui pendant l'occupation ont eu l'occasion d'apprécier les bontés de leur puissante voisine, ainsi que la valeur de ses articles, ils n'iront à l'avenir ni à Vienne ni à Budapest, ni à Leipzig, car si leur horizon a été limité à l'Autriche-Hongrie avant la guerre, il n'en sera pas de même après. Vu la pénurie très grande et insupportable d'articles manufacturés, le commerce serbe est obligé de s'orienter actuellement vers les marchés des Centraux. Mais après la guerre, dès qu'il entrera en

relations avec le monde entier, il ira chercher, avec tout le commerce yougoslave, là où, dans un milieu sympathique, il trouvera des articles excellents et de solide fabrication. De l'horrible catastrophe que le peuple serbe a supportée, il tirera cet avantage de se libérer de l'étreinte de son voisin du nord et de participer dans l'union de tous les Yougoslaves à la grande activité mondiale en raison de ces forces et parmi de vrais amis.

Quant aux foires des Impériaux, elles lui seront étrangères et lointaines.

Rapidement et sans grand bruit, l'Allemagne exécute son programme qui a pour but la main-mise sur le Danube dont l'importance dans les communications de l'Orient avec l'Europe centrale n'échappera à personne. Grande artère qui court de la Bavière jusqu'à la mer Noire, il est appelé à jouer un grand rôle dans l'avenir, les canaux existants et les fleuves affluents faisant avec lui un admirable réseau fluvial auquel s'ajoutent de nouveaux canaux projetés. Par ce fait, l'importance du Danube sera encore augmentée surtout si l'on songe qu'il dessert les pays dont les produits exigent des moyens de communication à meilleur marché que ne le sont les voies ferrées. Les céréales de la Hongrie, de la Yougoslavie future, de la Roumanie, Bulgarie et Russie, les fruits et la houille de la Yougoslavie et le pétrole roumain emprunteront cette voie pour atteindre le marché mondial. Il est donc naturel que la domination sur le Danube soit d'une importance capitale.

Au cours de cette guerre l'Allemagne a fait de grands efforts pour s'assurer l'influence prépondérante sur le Danube. Le premier pas fut marqué à la conférence du Danube tenue à Budapest au mois de septembre 1916. Tout le plan de main-mise allemande fut alors tracé et ce n'est que la concurrence austro-magyar qui en a retardé l'exécution. Mais plus l'Autriche-Hongrie essouffée demandait des aides militaires à l'Allemagne, plus les Allemands s'arrogeaient le droit à une place privilégiée. Cela leur paraissait d'autant plus nécessaire et justifié que la contre-valeur de l'appui militaire et financier prêt à l'Autriche-Hongrie se présentait comme illusoire, vu l'état misérable des finances austro-hongroises qui firent banqueroute. Après la défaite roumaine où la participation des Allemands fut très grande, l'Allemagne jugeait naturel d'occuper la première place. Aussi la Roumanie se voit-elle gouvernée par Mackensen dont on dit qu'il est aussi bon économiste que chef militaire. Bref, l'exploitation de la Roumanie commença de plus belle et fut couronnée par la fameuse paix de « compromis » de Bucharest, où les Roumains se sont vu obligés de prêter un appui à la spoliation de leur propre pays. C'était le moment pour exécuter le programme du Danube. La commission internationale de contrôle fut délogée et à sa place l'Allemagne se posa fin maîtresse de la situation. Avec l'occupation de la Russie, du Caucase, l'importance du Danube allemand augmenta encore. Toutes les richesses de la Russie méridionale, du Caucase, de la Turquie pourront facilement s'acheminer au cœur de l'Allemagne. Les travaux effectués jusqu'à présent témoignent quelle importance l'Allemagne prête au Danube.

Le long du Danube, des ports ont été aménagés et élargis. A Turn-Severin, Giurgiévo, Braïla, Galatz, Sulina, des travaux des ports furent exécutés. Les nombreux bateaux coulés pendant les hostilités sont en train d'être renfloués par les soins d'un « groupe militaire de navigation ». 368 bateaux ont été renfloués jusqu'à présent et 347 attendent de l'être. Ce qui est le plus intéressant, c'est que l'Allemagne s'adjuge les bateaux ennemis renfloués et ainsi c'est une puissante flotte fluviale qui défilera toute concurrence.

Le gouvernement roumain actuel, dont on voit l'obéissance absolue à Mackensen se propose de déposer un projet de loi au Parlement en vertu duquel « aucun navire battant le pavillon roumain ne pourra quitter les eaux roumaines ». Ce petit service à la navigation allemande et austro-hongroise est à retenir.

Pendant que la navigation roumaine est exclue des eaux non roumaines la Société sud-allemande de navigation entreprend une vive activité sur le Danube inférieur et commence à y établir des agences partout. La première agence est déjà ouverte à Belgrade.

En même temps les Centraux, l'Allemagne en tête, font des préparatifs pour s'assurer le monopole de la navigation dans la Mer Noire. Du 2 au 5 août une conférence fut tenue à Braïla, à laquelle participaient les compagnies de navigation allemandes, autrichiennes et magyars, en vue d'achat des navires russes de la Mer Noire. Il a été convenu que ces compagnies achèteront les bateaux en commun qu'ils partageront entre eux suivant la quote-part en vigueur entre les trois pays.

L'Allemagne organise donc sa pénétration laquelle n'a qu'un seul défaut, c'est qu'elle subira encore une révision fondamentale. Et quand l'heure de la révision arrivera l'Allemagne se contentera de patronner la navigation sur l'Elbe!

L. P.

## Les catholiques et l'union yougoslave

L'organe catholique de Zagreb, les « Novine », a publié dans son numéro du 10 août un article important du Dr Borcalchevski sur le rôle du clergé catholique dans la lutte pour l'indépendance nationale. Nous en extrayons les passages suivants :

« Quel est actuellement le point de vue adopté par le clergé à l'égard du mouvement national? Au lieu de parler nous-mêmes, nous laissons aux « Primorske Novine » le soin de raconter ce qu'elles en pensent. Dans le No 177 du 2 août elles publient un article des plus intéressants sous le titre : Les dignitaires de l'église yougoslave :

« Les chrétiens-sociaux de Vienne avec leurs intrigues derrière les coulisses avaient obtenu en leur temps assez de succès, même dans notre patrie, mais aujourd'hui c'est fini. Actuellement, on doit distinguer les véritables cléricaux « furtimach » des catholiques yougoslaves organisés. Parmi les premiers, se trouvent chez les Sloènes, Sustersic avec ses associés; chez les Croates, Pazman, Pavunic et les autres du parti de Frank; et enfin parmi les Serbes, le métropolitain Lelica qui mène une politique anti-nationale. Dans le camp adverse, qui est constitué par l'énorme majorité, se trouvent les défenseurs de l'idée yougoslave, notamment chez les Sloènes, « le parti slovène populaire » ayant à sa tête le chanoine Kalan et Mgr Jéglic, et chez les Croates le haut clergé catholique croate (autour du journal « Novine », qui reconnaît comme chef l'évêque de Krk, le Dr Mahnic. Ces derniers sont, pour la plupart, de jeunes avocats, professeurs et vicaires, les anciens membres de la société d'étudiants « Domogaja » à Zagreb, « Hrvatska » à Vienne, « Preporod » à Graz et « Kacic » à Innsbrück.

Le fait que les hauts dignitaires ecclésiastiques, les évêques Jéglic et Mahnic de même que l'archevêque Bauer sont les défenseurs ouverts de l'idée yougoslave et adoptent les idées de Strossmayer en ce qui concerne la conciliation des deux églises, ne saurait être salué avec trop de joie par l'opinion publique yougoslave. Avec eux lutte leur clergé et, avec ce dernier, le peuple qui est en contact immédiat et continu avec eux. Ce sont eux qui, surtout dans les pays slovènes, ont soulevé cet enthousiasme grandiose des masses profondes pour l'idée yougoslave parmi les Croates. La première déclaration reproduisant la déclaration du 30 mai a été celle faite l'année passée par l'évêque Mahnic et l'archevêque Bauer, d'accord avec le haut clergé croate catholique. Et ceci s'est passé longtemps avant la célèbre déclaration faite au Sabor par le parti de Starcevic. Ceci doit être loyalement reconnu.

Si on envisage d'une part la situation difficile engendrée par la guerre et de l'autre, la position de l'évêque de Krk, Dr Mahnic, en tant qu'évêque autrichien, nous sommes obligés de reconnaître avec admiration que celui-ci s'est prononcé ouvertement et par la voie des journaux contre les impérialismes allemand et magyar et, en général, contre les pangermanistes avec une fermeté et une vigueur auxquelles nous n'étions habitués que de la part de nos représentants nationaux au Sabor. Par la suite ses idées sur l'unité yougoslave et plus particulièrement sur l'accord entre les Serbes et les Croates ont conquis tout le monde.

## Nouvelles de Serbie

### Les Autrichiens et les récoltes serbes

Le « Temps » du 19 août publie l'information suivante :

Mettant à exécution leurs projets si souvent annoncés, les autorités autrichiennes procèdent depuis quelque temps à la réquisition des récoltes en Serbie occupée.

Des trains entiers, chargés de blé, de seigle et de légumes secs, sont dirigés chaque jour, vers la frontière. Les paysans reçoivent en échange de leurs récoltes des bons de réquisitions, payables en monnaie de papier d'ici à deux mois.

Ces mesures ont pour résultat de vouer à la famine des centaines de mille malheureux. Les Autrichiens ne laissent, en effet, aux Serbes que d'infimes quantités de vivres à peine de quoi leur permettre de subsister pendant quelques semaines à rations réduites.

Une fois de plus, en attendant que sonne l'heure des réparations du droit violé, le gouvernement serbe proteste contre ces abominables abus de force.

## La politique en Autriche-Hongrie

### Intrigues autrichiennes contre les Yougoslaves

La « Zeit » du 13 août écrit sous le titre : « Le nouveau cours en Croatie » :

« On mande de Zagreb que depuis des semaines les événements en Croatie préoccupent les facteurs compétents. En présence du courant

yougoslave qui tend en partie à désorganiser la structure de l'Etat, a surgi le besoin de mesures énergiques. Les nouvelles d'après lesquelles le ministre de Croatie Dr Unkelhauser devrait remplacer le ban Mihalović ne sont pas exactes, car il serait difficile de remplacer Unkelhauser dans son poste actuel. D'autre part, celui-ci ne manifeste aucun désir de se rendre à Zagreb. De même ne sont pas exactes les nouvelles, qui se rapportent aux candidatures pour le poste de ban et plus particulièrement la combinaison avec Skerlec, Hidegethi, Rauch. Il semble cependant que dans les milieux les plus compétents on a arrêté des décisions et qu'on peut s'attendre, en Croatie, à un nouveau cours, notamment le cours croate, qui aura pour effet d'éliminer toute équivoque politique et de mettre radicalement fin à toutes les sourdes machinations hostiles à l'Etat.

La « Reichpost » du 14 août écrit dans le même sens, dans un article intitulé : « Le cours croate en Croatie » :

« On annonce de Zagreb : Le système du ban Mihalović, avec toutes ses propres contradictions, est fini. Les nouvelles relatives à la démission du ban se confirment dans les milieux bien renseignés, en dépit de toutes les dénégations et tous les démentis du ban lui-même. Le double jeu politique de la coalition serbo-croate, qui faisait semblant de ne pas s'apercevoir des menées et dont il est résulté un trouble fâcheux dans la politique de la Croatie, ne pouvait pas rester plus longtemps caché à Vienne et à Budapest. Sans aucun doute, on a déjà presque arrêté les changements fondamentaux du cours en Croatie. Après les terreurs de l'orientation serbo-croate, reprendra de nouveau en Croatie la politique croate qui tend à défendre l'idée étatique contre ses ennemis, en s'appuyant sur les éléments fidèles à l'Etat.

Nous enregistrons ces intrigues comme un document nouveau de la mentalité des Messieurs de Vienne et Budapest, qui espèrent diviser notre peuple pour pouvoir le subjuguier plus facilement. Mais les temps sont passés où de tels expédients pouvaient réussir.

## LES ÉVÉNEMENTS DANS LES BALKANS

### Bulgarie

#### Un diplomate bulgare contrebandier

Le journal de Sofia « Zaria » consacre fréquemment, depuis quelque temps, une de ses colonnes aux délits commis par de hauts fonctionnaires bulgares. La liste en est déjà longue.

Nous relevons dans le numéro du 12 août la suggestive notice suivante :

« Notre ancien ministre à Berne, Passaroff, a été retenu par les autorités douanières à son arrivée en Bulgarie. Il avait avec lui seize cents bobines de fil. On calcule que cette seule « affaire » devait rapporter à notre honorable compatriote un coquet bénéfice de 100.000 levass.

Une paille. Mais cela prouve au moins que la Suisse est bon enfant.

#### Les socialistes pour M. Malinoff

L'organe d'une fraction socialiste, le « Narod » écrit dans ses numéros des 16 et 18 juillet : « Nous avons collaboré à la chute du cabinet de M. Radoslavoff au nom d'un programme. Nous collaborons avec le nouveau cabinet, au nom du même programme; c'est pourquoi nous attendons avec impatience les actes qui détermineront le degré de notre collaboration, ainsi que le degré de la confiance que ces actes feront naître dans les milieux armés et non armés du peuple bulgare. »

« Nous soutenons le gouvernement de Malinoff dans ses bonnes actions et dans ses bonnes intentions, et nous devons l'aider de tous nos efforts, pour qu'il puisse travailler à l'organisation intérieure du pays, à la diminution des difficultés dont souffrent les masses ouvrières, difficultés augmentées pendant la guerre, ainsi qu'à un échange de vues plus fréquent entre les Alliés, en faveur d'une conclusion aussi rapide que possible de la paix. »

#### La propagande bulgare en Suisse

Nous avons mentionné dans « La Serbie » l'invitation lancée par M. Debrit aux Suisses de se rendre en Bulgarie, où un accueil des plus sympathiques les attendrait, selon l'assurance formelle de la rédaction de la « Nation ». A cet appel l'« Echo de Bulgarie » a déjà répondu, dans son numéro du 16 août, le reproduisant « in extenso » et l'accompagnant du commentaire suivant : « Voilà une croisade que nous recommandons particulièrement à toute l'attention de nos pouvoirs publics, de nos professeurs, de nos commerçants et de nos industriels. »

#### Les méfaits de l'administration bulgare en Serbie occupée

Le « Preporod » du 1er août raconte que le préfet de Prokuplié, M. Savoff, a convoqué, le 21 du mois passé, tous les maires, les percepteurs d'impôts, avec lesquels il a conféré sur les besoins de la population et sur les réquisitions. A cette occasion le préfet a dit :

« Le gouvernement actuel sera sans pitié à l'égard de tous les employés et fonctionnaires qui se permettraient de commettre des actes illégaux, des vols, des extorsions, des actes de concussion, insistant sur le fait, qu'à partir d'aujourd'hui, régnera dans l'administration une ère nouvelle de légalité, de probité et de justice. »

Il est impossible de reconnaître de façon plus explicite tous les abus commis en Serbie occupée par l'administration et les fonctionnaires bulgares.